

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 8 NOVEMBRE 2017

SOMMAIRE

- 1) Jack pot !
- 2) Les solutions de JLM
- 3) La marque de l'histoire
- 4) Vers le naufrage...
- 5) La vision de...

Diez Gérard La Presse en Revue

I) Juncker au centre d'un scandale fiscal impliquant 340 multinationales



par Michel Soudais

Les accords fiscaux secrets passés entre des centaines de firmes et le Luxembourg, afin de soustraire des milliards d'euros à l'impôt, ont forcément été couverts par le président de la Commission européenne.

Quarante médias internationaux s'appuyant sur des documents obtenus par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) viennent de révéler l'existence d'accords fiscaux secrets entre le Luxembourg et 340 multinationales, dont Apple, Amazon, Ikea, Pepsi ou Axa. Ces accords, qui permettent à ces firmes de minimiser leurs impôts, représentent des milliards d'euros de recettes fiscales perdues pour les États où ces entreprises réalisent des bénéfices, selon l'ICIJ et ses médias partenaires, dont Le Monde en France, The Guardian au Royaume-Uni, le Süddeutsche Zeitung en Allemagne, l'Asahi Shimbun au Japon. Ils ont été passés entre 2002 et 2010, soit à une période où Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne depuis le 1er novembre, était aux commandes du Luxembourg. Ministre des Finances du Grand Duché du 14 juillet 1989 au 23 juillet 2009, il a également été son Premier ministre durant près de 19 ans, du 20 janvier 1995 au 4 décembre 2013. Non seulement M. Juncker ne pouvait ignorer les pratiques mises à jour par l'ICIJ, mais aux postes qu'il occupait il les organisait.

On savait que le Luxembourg était le Duché de l'évasion fiscale. L'intérêt de l'enquête de l'ICIJ est d'en expliquer le mécanisme, révélant par là-même la complicité du pouvoir politique luxembourgeois. La pratique du « tax ruling », mise au jour dans cette enquête de six mois baptisée « Luxembourg Leaks » ou « LuxLeaks », est légale. Elle permet à une entreprise de demander à l'avance comment sa situation sera traitée par l'administration fiscale d'un pays, et d'obtenir certaines garanties juridiques. Les groupes concernés réalisent ainsi des milliards d'euros d'économies chaque année grâce à la création d'une filiale, d'une holding ou au déplacement d'un siège social sur le territoire du Grand-Duché. Avec pour but de payer le moins d'impôt possible. Les 28 000 pages d'accords fiscaux secrets auxquels l'ICIJ a eu accès concernent 340 grandes entreprises – notamment Apple, Amazon, Verizon, AIG, Heinz, Pepsi, Ikea – et proviennent toutes du grand cabinet de conseil et d'audit PricewaterhouseCoopers (PwC). Ces accords ne concernent donc que les entreprises clientes de PwC. Et le Luxembourg n'entend pas renoncer à la pratique du « tax ruling » : Elle « fait partie de notre patrimoine et nous voulons la perpétuer dans le respect des règles », déclarait son ministre des Finances, Pierre Gramegna, dans Le Monde du 29 octobre. Avant d'ajouter, non sans cynisme : « Le maintien d'une certaine compétitivité, loyale, entre les États dans le domaine fiscal est indispensable. »

Que ces mécanismes d'optimisation fiscale soient légaux n'en diminue pas le scandale à l'heure où l'Union européenne et ses États membres réclament sur tout le continent à leurs citoyens de se serrer la ceinture au motif qu'il n'y aurait plus d'argent dans les caisses. Derrière la

technicité de ces mécanismes révélés par l'ICIJ, il y a des législations qui les ont permis, ces législations relèvent de décisions politiques voulues ou approuvées par des responsables politiques. Ces derniers devraient maintenant rendre des comptes. Dans une démocratie, c'est ainsi que les choses devraient se passer. Mais l'Europe en est-elle seulement une ?

Lorsqu'à l'été dernier il s'est agi de désigner le président de la Commission européenne, nul ne pouvait ignorer que Jean-Claude Juncker, qui était le candidat de la droite (sortie en tête des élections européennes), était aussi le candidat des paradis fiscaux. Lire > Européennes: Juncker, candidat de la droite et des paradis fiscaux Cela n'a pas gêné la plupart des sociaux-démocrates, François Hollande inclus, qui ont accepté de l'introniser. On a même vu Daniel Cohn-Bendit appeler ses amis Verts à faire de même, en vain. À ces derniers, Jean-Claude Juncker a été jusqu'à promettre de « lutter contre la fraude et l'évasion fiscales », promesse réitérée en séance plénière. Hier, interrogé sur le « Luxembourg Leaks » lors de son premier point de presse, Jean-Claude Juncker a promis de ne pas intervenir dans l'enquête européenne sur la pratique fiscale de « tax ruling » qui vise le Luxembourg et trois autres pays. Ne pas intervenir n'est pas tout à fait ce qu'on attendrait d'un responsable politique déterminé à lutter contre l'évasion fiscale.

Un moyen simple de lutter contre l'évasion fiscale consisterait à rétablir « la souveraineté fiscale » en taxant les bénéfices là où ils sont réalisés. C'est ce que recommandait l'OCDE dans un document à destination du G20 publié en septembre. Mais c'est sans doute contraire à la religion néolibérale de Jean-Claude Juncker.



par Michel Soudais

politis.fr

II) "Paradise Papers" : les 5 propositions de Mélenchon contre l'évasion fiscale

Par Magazine Marianne

Après les révélations des "Paradise Papers", Jean-Luc Mélenchon a interpellé ce lundi 6 novembre Emmanuel Macron et son gouvernement, proposant des mesures pour lutter contre "le pillage" de la France.

"La balle est dans le camp de Monsieur Macron !". Ce lundi 6 novembre, Jean-Luc Mélenchon a interpellé l'exécutif à la suite des premières révélations du "Paradise Papers", ces documents qui dévoilent les détails des pratiques des multinationales et des grandes fortunes pour payer le moins d'impôts possible, via les paradis fiscaux. Lors d'une conférence de presse, le président du groupe des députés Insoumis a mis le gouvernement face à ses responsabilités dans la lutte contre l'évasion fiscale.

"Pourquoi le gouvernement d'Edouard Philippe ne veut pas de l'impôt universel ? Pourquoi ne veut-il pas interrompre le trafic des banques avec les paradis fiscaux ?", s'est-il étonné.

Pour le député des Bouches-du-Rhône, avec ces nouvelles révélations sur les circuits internationaux de capitaux visant à éviter aux "premiers de cordée" de payer leurs impôts, le temps est venu "de passer de l'indignation à l'action" : "Que comptent-ils faire à part les jérémiades habituels et les remarques creuses qu'on a l'habitude d'entendre ?" Lui propose cinq dispositions à mettre en œuvre immédiatement pour éviter de nouveaux "Paradise Papers".



Jean-Luc Mélenchon@JLMelenchon

Évasion fiscale : 5 questions au gouvernement. #ConfPresseFi #ParadisePapers <https://youtu.be/xO10pTuWLAI>

Le 25 juillet, la majorité présidentielle a rejeté un amendement porté par le communiste Eric Bocquet et, fait rare, soutenu par l'ensemble des groupes d'opposition, visant à lever partiellement cette capacité de Bercy de bloquer s'il le décide les éventuelles poursuites pénales pour fraude fiscale. Spécificité française, le parquet ne peut en effet pas engager une procédure sans l'accord du ministère. "À quand la fin du verrou de Bercy ?", interroge aujourd'hui Mélenchon. L'impôt universel

C'était l'une des propositions fortes avancées par le candidat de la France insoumise lors de l'élection présidentielle. Déjà défendue en 2012 sous le nom de "taxation différentielle", l'idée est de limiter la possibilité d'évasion fiscale en s'inspirant du modèle américain : tout Français, même vivant à l'étranger, doit payer ses impôts en France. Ce système est en partie pratiqué aux États-Unis, dont les expatriés sont imposables depuis 1962 au titre de leurs revenus mondiaux, avec une série d'exemption qui permet tout de même au plus malins et surtout aux mieux conseillés de réduire leur impôt.

Encadrement des activités des banques et des mandataires sociaux

C'est le dernier volet des propositions de Jean-Luc Mélenchon. Ce lundi, il a appelé à "l'interdiction pour les établissements bancaires d'exercer dans les paradis fiscaux", à "la création du délit d'incitation à la fraude fiscale et à l'évasion fiscale" et à "l'interdiction d'exercer un mandat social pour les dirigeants de société qui ont exercé dans des paradis fiscaux".

Avec ces mesures, le chef de file des Insoumis

estime possible de mettre fin au "pillage" de la France que représentent "l'évasion et la fraude fiscale". Et trouve une nouvelle occasion de mettre la pression au Président : "Je lui dis qu'il ne pourra se contenter de bonnes paroles".



SIPA

III) Un siècle après, un « bilan positif » pour le socialisme réel ?

Le « socialisme réel » aurait un bilan globalement positif selon ses adeptes. Qu'en dit vraiment l'histoire ?

Par Gérard-Michel Thermeau.

L'ineffable secrétaire général du PCF, le regretté Georges Marchais, avait parlé en son temps de « bilan globalement positif » pour qualifier l'URSS. Et lors d'un récent article que j'ai écrit pour Contrepoints, un commentateur « impartial » a cru devoir rappeler les prétendus aspects positifs du modèle socialiste. Un bilan positif, quelle blague vraiment.

Les mythes ont la vie dure. Et la raison est impuissante contre la croyance. Au XXI^e siècle, on répète encore les vieilles fables sur le meilleur système éducatif du monde, la qualité d'un système de santé gratuit, le logement pour tous, la disparition du chômage etc.

Un mensonge répété cent fois ne devient pas une vérité pour autant. Non, l'URSS n'a pas laissé un bilan positif, ni global ni partiel. À moins de considérer qu'il était indispensable de priver des millions d'hommes de leur liberté et de leur vie pour mettre en place un système éducatif inégalitaire et sélectif à l'image d'une société profondément inégalitaire, d'assurer un logement médiocre ou insuffisant aux « travailleurs » bien inférieure à ce qui existait dans « l'enfer capitaliste », de rendre les conditions de travail des ouvriers pires qu'au XIX^e siècle, de mal soigner la population, et le reste à l'avenant.

N'importe quel autre système, imparfait certes, mais reposant sur la liberté, aurait abouti, au bout de sept décennies, à de meilleurs résultats dans tous les domaines (ou presque, je mets à part la puissance militaire).

En ce centenaire de la révolution d'Octobre 1917, passons en revue le fameux bilan positif.

Le logement pour tous ?

En effet, ce fut un des aspects les plus saillants du « bilan positif ». L'État n'offrait-il pas un « logement social » pour un loyer dont la modicité n'avait pas d'équivalent au monde comme le notait, non sans admiration, une universitaire française en 1980 ? L'objectif final était bien sûr la « gratuité » totale.

On avait même calculé, scientifiquement cela va sans dire, la surface habitable par tête d'habitant c'est à dire 8,25 m² ou en volume 25 m³. Il faudra attendre la fin des années 60 pour que cet objectif, somme toute modeste, soit à peu près atteint.

Tous les sans-abris et même ceux qui n'en manquaient pas se virent offrir un séjour vivifiant dans les rudes contrées s'étendant au septentrion et à l'orient du vaste « empire du bien ». Nous reviendrons sur le Goulag un peu plus loin.

Les autres, ceux qui n'étaient pas logés dans des camps, pouvaient bénéficier de l'appartement collectif, manifestation la plus remarquable d'un « vivre ensemble » poussé à ses limites. Par la magie du socialisme, le logement devenait un lieu public. Travailleurs et intelligentsia vivaient ensemble ce qui permettait aux travailleurs de s'éduquer au contact de l'intelligentsia.

N'était-ce pas merveilleux de partager cuisine et sanitaires ? De vivre dans le bruit collectif, dans cette douce atmosphère dépourvue de la moindre intimité car on n'y était « jamais seul » ? L'appartement communautaire était encore très présent dans les années 1980.

Et encore aujourd'hui, plus d'un quart de siècle après la disparition de l'URSS, il n'a pas totalement disparu. Un vestige du bilan positif.

L'insoluble problème du logement

Quant aux « appartement autonomes » construits dans l'après stalinisme, ils sont restés insuffisants en nombre et exigus en surface en comparaison des « habitudes occidentales ». Le capitalisme, en effet, entretient de mauvaises habitudes et gaspille l'espace sans tenir compte des normes scientifiques.

Ajoutons que l'État, incapable d'assurer réellement un logement pour tous, a dû tolérer l'existence du logement privé, involontaire hommage du vice à la vertu. En effet, les logements construits par l'État se signalaient, selon les sources soviétiques elles-mêmes, par la médiocrité des matériaux, abîmés parfois dès la livraison, et un équipement des plus sommaires : revêtements du sol rayé, balcons inutilisables, robinets sans eau.

Bref, tous les charmes habituels de l'économie planifiée où le prix apparent, faible, n'est pas le prix réel. Et il n'était pas question pour le citoyen ordinaire de faire appel à des artisans type peintres, électriciens ou plombiers. Comme on pouvait le lire sous une plume académique soucieuse de litote : « de tels services existent peu en URSS à l'intention du particulier ».

Ajoutons qu'en 1980, après 63 ans de « socialisme réel », des travailleurs se trouvaient sans logement, obligés de sous-louer ou bien de vivre dans des foyers. La majorité des ouvriers des zones minières, comme dans le Kouzbass, vivaient encore à la même époque dans des baraki (baraquements).

Aussi, l'État a-t-il toujours compté sur le privé : les ménages finançant eux-mêmes leur maison. Ceux-ci avaient néanmoins du mal à se procurer les matériaux nécessaires à la construction. Pourtant, en dépit des difficultés et d'un coût plus élevé que la location, nombre de Soviétiques, en zone rurale au moins, semblaient préférer cette «

anomalie idéologique » qu'était le logement familial.

Le travail pour tous ?

Le « socialisme réel » ignorait, c'est vrai, ce fléau du capitalisme qu'était le chômage. Tout le monde avait un emploi, même forcé. Ainsi, dans les années 30, la majorité des prisonniers du Goulag étaient des gens ordinaires.

Leur nombre atteignit presque le million en 1935 et les 2 millions en 1941.

Contrairement à certains clichés, le système concentrationnaire a atteint son apogée non dans les années 30 mais à la fin de l'ère stalinienne entre 1948 et 1952. Il est difficile, on en conviendra, d'établir des statistiques précises. Selon les auteurs, la fourchette oscille entre 4 et 12 millions de personnes.

Nombre de détenus des années 30 avaient vu leur peine prolonger. Après les très fortes mortalités de la période précédente, on était désormais plus soucieux « d'économiser le capital humain ». En effet, le taux de mortalité au Goulag le plus bas, en 1937, était de 31 pour mille, il devait atteindre son sommet en 1942 avec 175 pour mille. Par la suite, les détenus mourant moins étaient plus nombreux.

Si l'on songe au turn-over dus aux libérations, quelque vingt millions de personnes sont peut-être passés, à un moment ou à un autre, dans un camp.

Encore doit-on distinguer entre les camps du Goulag, les « colonies » et les camps pour les « déportés spéciaux ». Ces derniers comptaient davantage de femmes et d'enfants. Mais qu'ils soient des zeks, des « colons » ou des « déportés spéciaux » assignés à résidence, ils étaient tous des travailleurs captifs.

Alimenter le Goulag en travailleurs

Le passeport intérieur fut introduit le 27 décembre 1932. Pour résider en ville, il fallait disposer d'un passeport. De nombreuses personnes « sans passeport » seront ainsi déportées. On raconte toujours l'histoire du type qui descendit acheter des cigarettes et ayant oublié son passeport fut raflé et déporté.

En 1940, par un décret du 26 juin, tout retard supérieur à 20 mn devint passible de 6 mois de travaux ; tout acte d'hooliganisme et vol fut sanctionné de 1 à 3 ans de camp. Ce décret avait, sciemment, pour but d'alimenter le Goulag en « travailleurs ».

À tous points de vue, l'URSS fut, on le voit, le « paradis des travailleurs ».

Surtout des travailleurs forcés qui étaient employés par millions à la construction des chemins de fer, des routes, dans le bâtiment, les mines, les carrières etc. En réalité, sans le Goulag, l'industrialisation des régions orientale et septentrionale du pays aurait été pratiquement impossible.

Si les capitalistes ont pu rêver de la main d'œuvre gratuite, ce sont les communistes qui l'ont réalisé. Beau bilan positif.

En 1937, la consommation de viande par tête d'habitant en URSS représentait la moitié de la consommation française en 1852 ! Il n'est pas certain qu'il soit si judicieux que cela d'opposer le plein emploi stalinien aux longues files de chômeurs provoquées par la Grande dépression des années 30.

La disparition des criantes inégalités sociales ?

Et ensuite me direz-vous. Après Staline, cela allait mieux non ?

Certes, en dehors du fait que les inégalités salariales étaient plus marquées que dans les pays capitalistes. Que les privilèges (accès au logement, vacances gratuites) étaient distribués de façon tout aussi inégales. Que les salaires ouvriers réels n'ont dépassé le niveau d'avant la révolution que dans les années 1950 ! Selon la fameuse plaisanterie, les uns faisaient semblant de travailler et les autres semblant de les payer.

Il est vrai qu'il est difficile d'obtenir des améliorations quand on est privé du droit de grève.

Sans parler, bien sûr, d'une caste dirigeante qui bénéficiait, relativement à la situation de la population, d'avantages beaucoup plus marqués que les élites des sociétés occidentales.

Mais n'insistons pas. Ces inégalités tellement criantes sont souvent utilisées par les « vrais révolutionnaires » pour nier le caractère socialiste de l'URSS. Comme si le socialisme, justement, ne permettait pas les inégalités les plus injustes puisque ne reposant sur aucun mérite personnel. C'est cela le bilan positif ?

La qualité et la gratuité des soins ?

Dans une économie planifiée, qui structurellement est une économie de pénurie, la « production de santé » n'a jamais un statut prioritaire. En témoignent la faible part des dépenses de santé comme la faiblesse des salaires versés aux personnels médicaux. Entre 1965 et 1986, la part de la santé dans le PIB soviétique est ainsi passée de 6,5 à 4,3 %. Les services médicaux étant théoriquement gratuits, la demande excédait largement l'offre.

Les performances de santé soviétiques ont toujours été plus médiocres que celles des pays occidentaux. La mortalité a même augmenté (7,1 à 10,7) entre 1965 et 1985 tandis que reculait l'espérance de vie à la naissance. La médiocre qualité des soins, la pénurie constante de médicaments explique qu'un tiers des maladies en zone urbaine et les deux tiers en zone rurale n'étaient pas signalés aux médecins. Ces écarts très importants entre villes et campagnes sont à souligner, tant ils sont en contradiction avec les discours sur la réduction des inégalités. De nombreux centres médicaux n'avaient ni chauffage central ni eau courante. Comme dans tous les secteurs vitaux pour la population soviétique, le marché noir était florissant.

On comprend pourquoi les laudateurs du système de santé socialiste préféraient dénoncer le « caractère intrinsèquement pathogène » du capitalisme.

Néanmoins, c'est en URSS qu'en 1969 une ordonnance déclarait passible d'internement tous les malades mentaux présentant un « danger social » : le port de la barbe et la « recherche obsessionnelle de la vérité » figurant dans la liste des critères. Effectivement, l'URSS vit le doublement du nombre de lits en hôpitaux psychiatriques entre 1962 et 1974. Enfin un secteur qui ne connaissait pas de problème d'équipement. En ce sens, le bilan positif se justifie.

La qualité du système éducatif merveilleusement égalitaire ?

Bien sûr les statistiques sont à première vue

impressionnante. La Russie d'avant 1914 était un pays attardé où 70 % de la population ne savait ni lire et écrire. Le système d'éducation gratuit, cela va sans dire, et obligatoire, a permis à tous les habitants du pays de disposer d'un minimum d'éducation.

C'était une nécessité pour former de vrais communistes : « nous devons transformer les enfants car, telle la cire, ils se laissent modeler » affirmait le Congrès des Travailleurs à l'instruction populaire en 1918. Tel a été le fondement du système éducatif soviétique. Instruire pour mieux modeler.

En effet, l'enfant soviétique entraînait dans une école unique à sept ans, et dont il ne sortait qu'à dix-sept ans. Il y apprenait l'amour de la patrie, l'athéisme et la solidarité internationale prolétarienne. Les enseignants appartenant tous au même syndicat, les plus méritants étant membre du Parti, il n'y avait aucun risque de discours déviant. Vêtu d'un uniforme, chemise et foulard rouge, pantalon et jupe distinguant cependant filles et garçons, le jeune Soviétique prêtait serment comme pionnier. À 14 ans il avait le bonheur d'intégrer les Jeunesses communistes.

Enfin, pour les plus méritants : tout le monde n'avait pas le droit au foulard rouge de pionnier et moins encore à l'entrée dans l'élite du Parti.

Néanmoins, à côté de l'école de dix ans subsistaient de nombreuses écoles de quatre et sept ans. Tous étaient égaux mais certains plus que d'autres. Bilan positif mais pas pour tout le monde.

Le bilan positif : endoctriner et militariser

Mais tout garçon soviétique apprenait aussi à monter et démonter un fusil dans le cadre d'une formation militaire. Les filles recevaient, de leur côté, une formation de secouriste. Le féminisme officiel avait ses limites. L'enseignement de l'histoire fleurait bon le nationalisme mais il n'était aucune discipline littéraire qui n'offrait la possibilité d'enfoncer le clou. L'objectif principal de l'école était d'endoctriner et de militariser la jeunesse soviétique dans un système totalement centralisé et uniforme.

Si les années 20 avaient vu une volonté d'adopter des pédagogies innovantes, très vite le système soviétique était revenu aux pratiques les plus traditionnelles. Le par cœur occupait une place prépondérante, l'esprit critique n'étant pas de mise. Disons, pour simplifier, que le niveau en mathématiques et en chimie était bien meilleur qu'en histoire ou en philosophie.

Un système éducatif sélectif et inégalitaire dans le supérieur

En 1958 Khrouchtchev avait tenté une réforme du système éducatif dans un esprit proche de la « révolution culturelle chinoise ». Il s'agissait de favoriser l'union entre l'école et la vie. Les écoliers étaient obligés à la fin de leur cursus de travailler pendant trois ans dans les usines ou l'agriculture. Les universités devaient inversement s'ouvrir aux « travailleurs ». Ce fut un fiasco total. Les privilégiés du système s'inquiétaient pour leurs enfants, les autres voyaient le mérite dénigré au profit de « l'ouvriérisme ».

Mais au-delà, le système universitaire restait profondément inégalitaire et sélectif. Il y avait des établissements d'excellence et des établissements de masse. L'immense majorité des universités et instituts d'enseignement supérieurs (VUZ) délivraient un enseignement de médiocre qualité.

À la fin de l'URSS seuls 70 établissements d'enseignements supérieurs (sur 500 environ) dispensaient un enseignement de niveau international. L'accès à ces établissements se faisait par concours d'entrée, évidemment. Mais le manque de place obligeait de toute façon à refuser beaucoup de candidats.

Le gaspillage des talents

Néanmoins, il y eut dans la dernière période de l'histoire soviétique de plus en plus de personnes bien formées. Elles ne trouvaient pas, pour autant, un emploi correspondant à leurs compétences. Ainsi le manque de techniciens et de personnel auxiliaire favorisait la sous-utilisation des ingénieurs et scientifiques qui perdaient leur temps dans des tâches sous-qualifiées. Inversement, des médiocrités appartenant à l'élite du Parti occupaient des postes de responsabilité où elles démontraient avant tout leur incompétence.

L'État, une fois de plus, imposait ses priorités : former des ingénieurs et des chercheurs pour le secteur de la Défense et de la recherche spatiale. Le système étant totalement étatisé, les diplômés des VUZ étaient affectés d'autorité dans les entreprises correspondant à leur formation, le lieu de travail leur étant imposé les trois premières années.

La pression idéologique à l'époque de Staline avait eu, par ailleurs, des conséquences catastrophiques dans les sciences naturelles d'où le retard pris et jamais comblé dans les biotechnologies et les communications.

Les incontestables réussites du « socialisme réel »

Mais enfin, foin de dénigrement systématique, le « socialisme réel » n'a-t-il pas connu d'incontestables succès ?

Il faut être juste. L'URSS a su réussir dans certains domaines bien spécifiques.

Pour tout ce qui concerne la puissance de l'État et non le bien-être des individus, ce fut un bilan positif.

Par exemple, les seuls médicaments qui intéressaient l'État étaient ceux qui permettaient d'accroître, disons sensiblement, les performances des athlètes.

De même un des meilleurs produits d'exportation soviétique fut la kalashnikov. L'URSS n'était-elle pas l'infatigable propagandiste de la paix dans le monde ?

Et les Soviétiques furent les premiers à envoyer un bout de ferraille puis un homme dans l'espace, battant et humiliant les Américains.

Bon, reconnaissons-le en toute « impartialité », le meldonium, le sputnik et l'AK47 furent d'indéniables succès du « socialisme réel ».

Le communisme reste toujours à l'horizon

Faut-il s'en étonner ? Seul le marché est intéressé à satisfaire les désirs individuels. En supprimant le marché, l'économie socialiste mettait en avant les seuls besoins définis par les gouvernants.

Par charité, je n'insisterai pas sur le désastreux bilan écologique de sept décennies de socialisme. Il est difficile de considérer la pollution en URSS comme la conséquence du méchant capitalisme et de l'obsession du profit de la part des entreprises privées. Visiblement, l'État, laissé libre d'agir à sa

guise, pollue bien davantage que les méchantes firmes privées.

Il restera bien sûr toujours la possibilité de tordre le sens des mots. De rebaptiser le socialisme sous le nom de « **capitalisme d'État** » parce que sa réalité sordide ne correspond pas à la merveilleuse licorne rêvée. Comme chacun sait, tout ce qui ne va pas dans ce monde ne peut être que du capitalisme d'État ou d'ailleurs.

Mais bon, on ne convainc jamais quelqu'un qui est de mauvaise foi.

Et puis le communisme, par définition, reste toujours pour certains à l'horizon : l'horizon, cette fameuse ligne qui s'éloigne à mesure que l'on s'en approche.

Contrepoints

IV) "On est allé au bout de la social-démocratie", juge le coordinateur du PS



Rachid Temal, secrétaire national à la coordination du PS, est chargé d'organiser le congrès socialiste en février. - JACQUES DEMARTHON / AFP

Propos recueillis par Hadrien Mathoux

Rachid Temal est un rouage central de l'organisation du prochain congrès des socialistes, prévu pour février 2018. Ce proche de Jean-Christophe Cambadélis se défend d'être un apparatchik, et plaide pour un PS axé sur le fond plutôt que les ambitions personnelles.

Un énième congrès suffira-t-il à sauver le PS, après un quinquennat très mitigé et une élection présidentielle catastrophique ?

Rachid Temal : Ce congrès doit avant tout porter sur le fond : le PS porte-t-il une vision de la société ? L'objectif premier du congrès est d'en sortir avec un projet. Plutôt que d'attendre, comme cela se faisait par le passé, un grand texte-cathédrale tous les trois ans, il nous faudra multiplier les débats avec les Français, se faire irriguer par la société française pour créer une émulation.

Et trouver au PS un nouveau leader...

Nous avons fait 6,36% à l'élection présidentielle, nous ne sommes plus que 30 députés, et 78 sénateurs. Est-ce qu'une personnalité pense être en capacité de changer tout cela seule ? C'est le collectif qui doit poser la première pierre. Quand

on est de gauche, on n'est pas tellement pour le messianisme, ce n'est pas notre culture. Face à un pouvoir libéral à la grand-papa, où à peu près tout ce qui se passe en France semble devoir passer par le bureau du président, un parti qui prône une société du collectif doit essayer de l'incarner à travers une direction collégiale. Je souhaite qu'une équipe resserrée se constitue (actuellement, la direction collégiale du PS compte 28 membres, ndlr), quelqu'un pourra l'incarner ensuite. Cette équipe devra prendre l'engagement solennel, devant les militants, de se concentrer sur la refondation du parti.

Sur quoi doit être basé le projet de société du PS ?

A titre personnel, j'estime qu'il doit être fondé sur la social-écologie, être très européen et surtout, répondre à la question centrale de l'émancipation individuelle et collective. Que ce soit sur l'État-providence ou la question des droits individuels, on est allé au bout de la mission historique de la social-démocratie. Il faut se réinventer. Comment garantir des droits, permettre à chacun de participer au développement de la société française dans un cadre rassurant ? L'émancipation part du monde du travail, et peut aller jusqu'au fait de mourir dans la dignité.

Sauf que le PS a été quasiment détruit par ses divisions internes... Comment être cohérent et mettre d'accord des partisans de Manuel Valls et de Benoît Hamon ?

Les vallsistes, les hamonistes, sont des étiquettes qui n'existent plus. Manuel Valls et Benoît Hamon ont tous les deux fait une faute politique en quittant le parti. Être un dirigeant de ce parti est un honneur, représenter ses couleurs est une responsabilité. Faire le choix de quitter le PS, après l'avoir représenté pendant le quinquennat ou l'élection présidentielle, c'est un manque de respect flagrant vis-à-vis des militants, que je condamne. Quant au PS aujourd'hui, vérifions d'abord si nous sommes d'accord au-delà des querelles de personnes, ou des querelles tactiques liées à un congrès. Le débat interne est consubstantiel à ce qu'est le socialisme. Le PS a toujours été, et doit rester un parti-débat. Ne rentrons pas dans les débats avec des étiquettes ou des ambitions personnelles. Sommes-nous d'accord sur la société que nous voulons construire ensemble ? S'il y a plusieurs conceptions, nous les réglerons par des votes puisque nous sommes un parti démocratique, contrairement à d'autres.

Les acteurs du quinquennat précédent, François Hollande, Bernard Cazeneuve, Stéphane Le Foll, doivent-ils laisser la place à la nouvelle génération ?

Ma responsabilité, en tant que "père de famille", c'est de nous rassembler sur le fond, pas de poser la question de qui était au gouvernement, de qui incarne telle chose, de qui a dit ceci ou cela. Ça, c'est l'histoire du passé. Je ne suis pas pour le dédagisme, ni sur des questions générationnelles. Toutes celles et ceux qui veulent travailler ensemble sur le projet ont leur place. Cela ne veut pas dire qu'ils ont la première, la deuxième ou la dernière place. On a trop souffert de personnalisation, aujourd'hui il y a une question de collectif, de fond, de projet de société.

Le Parti socialiste a-t-il encore une place aujourd'hui, entre le pouvoir macroniste et l'opposition de gauche incarnée par la France insoumise ?

Je n'ai pas du tout cette grille d'analyse. Poser la

question d'une place, c'est supposer qu'il y a deux bornes. L'histoire de ce que nous sommes, c'est la gauche. L'enjeu du projet, c'est d'avoir une identité socialiste, pas de se situer par rapport à l'un ou à l'autre.

Mais dans l'esprit de beaucoup d'électeurs de gauche, le PS "trahit" systématiquement ses idéaux une fois arrivé au pouvoir...

Quand on regarde l'histoire de la gauche, l'une accepte d'aller aux responsabilités, de mener des politiques innovantes et de prendre des risques. L'autre est dans la parole mais ne change pas la vie des gens. Elle est impuissante. La gauche doit être responsable et créer de l'espoir. On a eu un problème d'explication et de sens sur ce quinquennat. Je n'en suis ni le défenseur, ni le procureur. Mais beaucoup de choses ont été faites. Les Français considèrent que nous avons échoué. La reconstruction prendra longtemps, elle se fera sur le fond. Notre projet doit être à la fois crédible, et transformer profondément la société.

Le PS doit-il discuter avec les autres partis de gauche ?

Le PS doit rencontrer, dans les prochaines semaines, le Parti communiste (PCF), Europe-Écologie-Les Verts (EELV) et le Mouvement du 1er juillet (M1717) de Benoît Hamon. Quant à la France insoumise, on va voir si elle souhaite discuter avec d'autres forces de gauche. Mettons-la de côté. Le M1717 est un parti politique qui a vocation à participer aux élections, ne faisons pas semblant. C'est une formation de gauche avec qui nous avons vocation à discuter. Nous n'avons pas d'ennemis, ni d'adversaires à gauche.

Vous êtes plutôt perçu comme un homme d'appareil...

Je suis un militant, pas un apparatchik ! Contrairement à d'autres, j'ai pris l'escalier, pas l'ascenseur ou le parachute : je ne suis pas énarque, je ne suis pas le dauphin d'un tel. J'ai fait le choix d'adhérer au PS il y a 25 ans, sans connaître personne.

Vous avez fait toute votre carrière politique au parti, sans être élu au suffrage universel direct. Quand le chef des députés PS Olivier Faure parle de faire "faire émerger une nouvelle génération issue des territoires", vous êtes indirectement visé.

Qu'est-ce qui fait qu'Olivier serait plus un homme de terrain que moi ? Moi, je n'ai pas été directeur de cabinet de François Hollande à Solférino, je n'ai pas été secrétaire général d'un groupe politique... Olivier est un ami, et un homme de terrain comme moi. J'ai été élu conseiller municipal à Taverny, ma ville, depuis 25 ans. Je me suis occupé de la jeunesse, de l'éducation, j'ai été vice-président d'une intercommunalité de 180.000 habitants, j'ai été conseiller régional, j'ai grandi dans un cité HLM : ce n'est pas du terrain ? J'ai été élu sénateur : serait-ce moins ou plus de terrain que député, ou député européen ? Je n'ai pas été propulsé et je ne suis pas un homme d'appareil mais un militant avec des convictions.

Que pensez-vous de la manière dont Jean-Christophe Cambadélis a géré le PS ? Vous êtes considéré par certains comme son héritier...

J'ai cru comprendre, dans beaucoup d'ouvrages et de discussions, qu'il avait permis au parti de se faire plus entendre qu'il ne l'était avant son entrée en fonction (en avril 2014, ndlr). Historiquement, c'est toujours compliqué de gérer le rapport au pouvoir et à la société française quand vous êtes

au parti. Jean-Christophe Cambadélis a su porter nos valeurs, porter un certain nombre de combats face au gouvernement quand c'était nécessaire, faire émerger une nouvelle génération... Mais moi, je ne me reconnais pas spécialement dans une manière ou une autre de gérer le parti. J'ai travaillé avec beaucoup de socialistes : à Taverny, les anciens maires Maurice Boscavert et Jean-Pierre Le Coadic m'ont inspiré. J'ai travaillé avec François Hollande dès 2009, j'ai fait la campagne de Claude Bartolone, de Benoît Hamon. J'ai beaucoup d'amitié avec Stéphane Le Foll, avec Jean-Christophe Cambadélis, Olivier Faure ou d'autres. Je ne suis pas sectaire, j'essaie de rassembler.

Marianne

V) Vu d'Allemagne. Budget de la zone euro : "Macron est-il naïf ?"

Die Zeit - Hambourg

Le projet de refondation européenne du président français semble sérieusement mis en danger par la future coalition allemande. Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire se rend à Berlin le 8 novembre pour tenter d'aplanir les difficultés.



Emmanuel Macron à Paris, le 24 octobre 2017. PHOTO PHILIPPE WOJAZER/REUTERS

"Les affaires ne marchent pas bien pour le président français Emmanuel Macron", écrit Die Zeit. Non sans quelque ironie, l'hebdomadaire de Hambourg souligne que le problème ne touche pas aux réformes à l'intérieur – les lois passent, le pays reste calme – mais aux projets européens du président qui demande à ses partenaires "plus de solidarité, d'où [son] initiative pour un budget de la zone euro [qui], avec au minimum 100 milliards d'euros par an, doit permettre de maîtriser en commun les crises en Europe."

Or, comme Macron l'avait craint, le chef de file des libéraux allemands, Christian Lindner (FDP), confirme qu'il est hostile au projet du président français : pas question que l'Allemagne alimente un fonds dans lequel elle versera 60 milliards et

où tout le monde se servira à sa guise. Tel est le message que Lindner fait passer dans l'opinion publique.

Visite surprise

Macron a-t-il été "naïf" ?, s'interroge Die Zeit. Une chose est sûre : son ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a subitement annoncé sa venue à Berlin le 8 novembre pour, selon les informations recueillies à Bercy par la rédaction de Zeit Online, mener des "entretiens en lien avec le discours de la Sorbonne", "parler de l'avenir de la zone euro", avec les chefs de file des libéraux, des Verts et de la CDU.

Le ministre français ne se rend pas à Berlin "pour s'ingérer dans les affaires de politique intérieure allemandes, mais pour échanger ouvertement [avec ses partenaires allemands]."

Les affaires ne marchent pas bien

Les trois partis (CDU, FDP et Verts, ces derniers étant acquis aux ambitions françaises, le tout formant la "coalition jamaïcaine"), ainsi que la CSU bavaroise, sont actuellement en cours de négociation sur le futur programme de gouvernement que devrait conduire Angela Merkel, suite aux élections législatives du 24 septembre. Lors de ce scrutin, les sociaux-démocrates de Martin Schulz (SPD) avaient subi un sérieux revers et étaient passés dans l'opposition.

Source Die Zei

DIE ZEIT

**A Suivre...
La Presse en Revue**

leur complexité, leurs contradictions et leurs incertitudes. Puisse-t-il les aimer fières et fragiles, pudiques et passionnées, telles qu'elles seraient si notre triste époque ne leur enseignait l'infantile niaiserie qui les empoisonne, et que les bons génies du marketing tentent à tout prix d'inoculer aux hommes. »

Natacha Polony